

## ***Baisser les salaires pour créer des emplois n'a jamais fonctionné, et c'est une arnaque***

Michel Husson, Août 2013\*

*Michel Husson, économiste français membre de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) a accordé un entretien à Publico.es sur les conséquences de l'abandon de l'euro et de nouvelles façons de créer des emplois sans réduire les salaires.*

**Dans votre dernier livre, *Le capitalisme en 10 leçons*, vous donnez les clés du système actuel et ses différences avec les décennies précédentes. Pensez-vous que le capitalisme est au bout du rouleau ?**

Je pense qu'il est en train de s'épuiser dans les vieux pays capitalistes pour une raison fondamentale : le ralentissement de la productivité du travail. Les salariés travaillaient plus et consommaient les biens et services qu'ils produisaient mais cela a cessé de fonctionner avec la baisse du pouvoir d'achat. Cependant, on pourrait dire que ce dynamisme est maintenant dans les pays émergents. Mais ces deux parties de l'économie mondiale sont étroitement liées, de sorte que s'il y a une faible croissance, voire une récession presque chronique dans le Nord, il y aura des conséquences dans le Sud, avec un modèle dans lequel ses principaux débouchés se trouvent dans vers les pays du centre.



Il faut bien saisir la combinaison de ces deux mouvements. Ce qui est en train de disparaître est la légitimité sociale du capitalisme, sa capacité à apporter une réponse sous forme de marchandise aux besoins fondamentaux de l'humanité. Une caractéristique de cette perte de légitimité est que le capitalisme fonctionne dans presque toutes les parties du monde avec un niveau d'inégalités sociales très importantes.

**Beaucoup de ces inégalités sociales s'aggravent avec les mesures d'austérité. Peut-on mettre fin à l'austérité sans quitter l'euro ?**

Ma position est que pour abandonner les politiques d'austérité, il faut une rupture avec les règles du jeu européennes. Si un gouvernement de gauche favorable à cette rupture se met en place dans un pays, la question qui se pose est de savoir si la sortie de l'euro devrait être la première mesure à prendre préalablement à toutes les autres. Je ne le pense pas : il est possible de rompre avec les règles européennes sans quitter l'euro et une « sortie sèche » affaiblirait le rapport de forces en offrant aux marchés financiers la possibilité de spéculer sur la nouvelle monnaie.

Il ne faut pas exclure la sortie de l'euro comme moyen de retrouver la souveraineté, mais ça doit être une arme de dernier recours. L'idée qu'en abandonnant l'euro tout devient possible me semble erronée. Je préfère dire qu'il faut d'abord rompre avec les politiques d'austérité et, si nécessaire, envisager la possibilité de sortir de l'euro.

**L'abandon de l'euro est un débat qui s'est ouvert, à la fois dans le sud et le nord de l'Europe. Quelles en seraient les conséquences pour des pays comme l'Espagne, la Grèce et le Portugal, qui sont ceux qui souffrent le plus des politiques d'austérité ?**

La première serait la dette, qui est fixée en euros. Sortir de l'euro conduirait à dévaluer la monnaie nationale et la dette augmenterait en termes réels dans cette monnaie. On peut annuler ou restructurer une partie de la dette sans quitter l'euro.

La deuxième conséquence est plus technique et constituerait un réel danger avec l'apparition d'un cycle dévaluation/inflation/austérité salariale pour éviter une inflation incontrôlable.

---

\* Source: "Bajar salarios para crear empleo nunca ha funcionado y es una estafa", [Publico.es](http://Publico.es), 27 de Julio de 2013.  
Traduction remaniée à partir de : [Blogapares](http://Blogapares)

La troisième conséquence est que ce serait une solution non-coopérative qui renouerait avec la concurrence contre les autres pays pour gagner des parts de marché. Ceci n'est pas une possibilité pour tous les pays concernés, parce que si tout le monde dévalue, rien ne changera. Nous devons donc chercher des solutions coopératives pour l'ensemble de l'Europe.

**Dans le contexte actuel où les taux de chômage sont très élevés, on appelle à des réductions de salaires pour créer des emplois. Quelles alternatives proposez-vous pour réduire le niveau du chômage?**

Il y a deux solutions fondamentales qui, historiquement, ont prouvé qu'elles fonctionnent.

La première est la réduction du temps de travail, c'est à dire une redistribution aux salariés des gains de productivité sous forme de réduction du temps de travail. Historiquement, il y a toujours eu des luttes sociales pour ce faire et on travaille aujourd'hui moitié moins qu'au XIXe siècle.

La deuxième étape consiste à créer des emplois nouveaux *ex nihilo* pour répondre aux besoins sociaux ou environnementaux. C'est le principe de l'intervention publique.

L'idée qu'en baissant les salaires, on va créer des emplois n'a jamais fonctionné et c'est une arnaque. Quand on observe les pays du sud de l'Europe - la Grèce, l'Espagne et le Portugal (mais pas l'Italie) - on constate une très forte réduction des coûts salariaux, qui ne conduit pas à une meilleure compétitivité en termes de prix à l'exportation, mais à une augmentation des taux de profit.

**Un autre de vos propositions est que l'Etat soit le garant ultime de l'emploi. Que voulez-vous dire?**

Cette idée est celle de l'économiste Hyman Minsky qui a critiqué le keynésianisme selon lequel il faut plus de croissance pour plus avoir plus d'emploi. Selon lui, cela ne suffit pas et il pensait que l'Etat devait compenser et créer des emplois. Je pense que c'est une vision potentiellement anti-capitaliste parce qu'elle est contraire à l'idée selon laquelle un emploi ne peut exister qu'à la condition d'être rentable. Si il existe de la main-d'œuvre disponible, il faut pouvoir l'utiliser pour répondre aux besoins même si cela n'est pas rentable. Il s'agit là d'une définition de l'efficacité différente de celle que privilégie le capitalisme.

**Cependant, en Espagne les services publics tels que la santé sont privatisés, en Grèce les enseignants sont renvoyés, et au Portugal des entreprises publiques sont fermées. Est-ce un symptôme d'épuisement du capitalisme?**

Oui. D'une certaine manière le capitalisme cherche à s'étendre en intégrant tout ce qui était en dehors de sa logique marchande. Il cherche à créer de nouvelles marchandises là où elles avaient en partie disparu, comme dans le cas des services publics. On peut même dire qu'il considère la force de travail elle-même comme une marchandise. Toutes les réformes du marché du travail visent à faire de la force du travail une marchandise comme une autre, en la traitant comme si elle répondait aux lois de l'offre et de la demande.

**En pointant les différences entre le capitalisme moderne et antérieur, il ressort qu'on est désormais à la recherche de davantage de plus-value grâce à la finance. Qu'a entraîné ce changement ?**

La théorie de la valeur-travail dit que seul le travail produit de la valeur. Par conséquent, il est illusoire de penser que la finance peut créer de la valeur. Dans le monde de l'entreprise, on parle de valeur pour l'actionnaire. Mais en réalité il ne s'agit pas d'une création de valeur mais d'une captation : la valeur est créée par le travail et le secteur financier s'accapare en quelque sorte cette valeur au détriment des salariés.

**Si nous continuons à étendre les mesures existantes, quand verrons-nous la fin de la crise?**

Il y a eu deux décennies d'accumulation de la dette, et si nous devons la payer à travers des politiques d'austérité et des programmes de réduction de l'Etat-providence, nous aurons à subir autant d'années de crise qu'il en a fallu pour accumuler un tel montant de dettes.